

Lutte de classe

Quelques éléments de réflexion très rapidement sur le Parti ouvrier indépendant.

Le POI est en réalité le PT enfin réalisé, pas davantage. Je me suis demandé comment des militants se réclamant du trotskisme pouvaient encore faire confiance à des dirigeants qui les ont induits en erreur pendant plus de deux décennies ? Car il y a 24 ans qu'ils ont mis en avant cette stratégie du POI sans jamais y parvenir, et encore il faut voir dans quelles conditions ils y parviennent aujourd'hui, ce qui me fait dire qu'au milieu des années 80, puis au cours des années 90 et 2000, une autre stratégie aurait dû être mise en oeuvre pour construire le parti puisque celle-là s'était avérée inopérante pendant une si longue période. Cela signifie clairement aussi que les dirigeants du PT avaient été incapables de comprendre la situation, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Cela signifie encore que leur ligne politique était erronée, ce qui ne les a pas empêchés de persister dans leur erreur. Maintenant, si ces militants ont avalé tant de couleuvres pendant tant d'années sans broncher, cela signifie qu'ils sont mûrs aujourd'hui pour avoir un Schivardi comme secrétaire national, qu'ils sont prêts à tout accepter, bref qu'ils ont totalement renié leurs idéaux.

La seconde réflexion que je me suis faite concerne une remarque que Schivardi avait faite, selon lui que Sarkozy ou Royal soit élu ne changerait rien. Sauf que si Sarkozy n'avait pas été élu, il n'y aurait pas eu de fondation du POI le 15 juin 2008 ! Cela ne pouvait pas lui venir à l'esprit évidemment. Si Royal avait été élu, on aurait assisté à la même scène qu'après le 10 mai 81, tous les Schivardi et autres syndicalistes réformistes qui ont rejoint le POI se seraient rangés derrière le gouvernement en entonnant les incantations que chacun a encore à l'esprit. Chacun aurait voulu "peser" sur le gouvernement, chacun aurait tenté de faire pression sur le PS et le PCF, etc.

Les dirigeants du PT ont saisi l'opportunité de l'élection de Sarkozy pour tenter un coup, voilà à quoi se résume le POI. Qu'ils aient confondu une situation ouverte par l'élection de Mitterrand avec celle de Sarkozy en dit plus que de longs discours. Et ce n'est pas dit du tout que le coup soit réussi, car lorsque l'on regarde le nombre d'adhérents du POI, que représente-t-il, même pas une adhésion supplémentaire par militant du PT (6 300), alors quand on retire les élus et ceux qui gravitent autour, les adhésions réalisées en 15 minutes sur un trottoir, la masse des militants et ex-militants du PS et des syndicalistes réformistes qui étaient pressentis depuis un moment pour entrer au POI, que reste-t-il à mettre au compte des travailleurs gagnés à ce parti ? Je pense qu'il est bon de remettre les choses à leur place pour évaluer la signification de la fondation du POI.

Le POI, c'est le PT plus Schivardi en bref.

Je n'ai pas encore reçu leur dernier journal donc je ne peux pas commenter leur congrès. Je me contente des informations qui m'ont été transmises par un camarade. On peut aussi trouver surprenant que pour un parti de plus de 10 000 adhérents, plus de 30% d'entre eux ne soient pas abonnés au journal de leur parti. Il est surprenant aussi que le meeting qui a suivi leur congrès n'ait réuni que 1 000 participants environ.

S'agissant du modèle fédératif choisi, on retrouve la même structure qu'au PT, le POI ne reconnaît que les courants constitutifs du mouvement ouvrier qui sont bien entendu laissés à la discrétion de la direction de ce parti, le courant marxiste-léniniste en étant exclu autant le dire d'avance. Quant au droit de tendance il est reconnu, mais il doit être "conjuncturel", autrement dit il est théoriquement toléré, en pratique impossible à respecter.

Pour finir, la déclaration finale de ce congrès se termine par un appel à l'organisation d'un référendum sur le traité de Lisbonne marquant la continuité de la politique du PT.

Oui il faut combattre l'Union européenne, mais qui signe les traités qui permettent la transcription des directives européennes dans le droit français : le président de la République, Sarkozy ; qui votent la transcription de ces directives devenue des lois : les députés à l'Assemblée nationale et les sénateurs au Sénat; dès lors qui a le pouvoir de signer ou ne pas signer, qui a le pouvoir de voter ou ne pas voter les traités et les directives, l'Union européenne ou les institutions de la Ve République ? Vous connaissez tous la réponse.

On pourrait aller plus loin, car il faut aller jusqu'au bout de notre analyse : quand des travailleurs occupent une

usine remettant en cause la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, qui envoie les CRS pour les déloger : Barroso ou Sarkozy ? Qui décide d'augmenter les prix des produits alimentaires dans les grandes surfaces, les patrons ou la Commission européenne ? Vous connaissez tous la réponse.

Dans un forum de la LCR (Forum politique des Marxistes Révolutionnaires), j'ai noté l'intervention d'un militant du PT qui résume à lui tout seul la ligne politique opportuniste de son parti :

"Les mots d'ordre que nous formulons sur la Sécu, l'unité et l'indivisibilité de la République, les nationalisations etc. sont des mots d'ordre qui posent immédiatement la question de la rupture avec les institutions capitalistes de l'UE, et qui elle pose le problème du rupture avec le système capitaliste, son renversement, et enfin le socialisme.

On sera tous d'accord avec le fait que la marche vers le socialisme se présente comme un escalier ; ne pas vouloir franchir un palier essentiel tel que celui de la rupture avec l'UE empêche de pouvoir le gravir complètement."

Il a oublié quelque chose, il passe directement de la Sécu à l'UE, il a fait disparaître le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, les institutions et la constitution de la Ve République, et il parle "d'escalier" sans se rendre compte qu'il a sauté une marche, révélateur, non ? Il est tellement enivré par le discours lancinant de ses dirigeants sur l'UE qu'il écrit plus loin : *"Pour reprendre l'exemple de l'escalier que j'évoquais plus haut : vouloir monter tout en haut de l'escalier est une chose ; mais franchir l'un des palier nécessaire, la rupture avec l'UE, pour le gravir complètement en est une autre."* Voilà comment sont conditionnés les militants du POI, dès lors, évidemment toute discussion sérieuse s'avère totalement impossible, nous le regrettons et n'y sommes pour rien.

J'ai oublié de dire aux camarades du POI que par honnêteté, il aurait bon d'insister sur le fait que le non irlandais n'aurait pas été possible si la constitution de ce pays n'avait pas stipulé qu'un référendum était obligatoire avant la signature d'un traité. Là encore, ce n'est pas Barroso ou je ne sais quelle institution européenne qui a décidé de l'organisation de ce référendum en Irlande, de la même manière qu'en France, c'est la Constitution de la Ve République qui autorise le chef de l'Etat à pas ne pas y avoir recours s'il le souhaite et personne d'autre.

Qui signe, qui décide qui peut signer quoi, c'est élémentaire, non ?

Qui a décidé qu'il n'y aurait pas de référendum ? Le chef de l'Etat et les parlementaires, alors si vous voulez vraiment un référendum : il faut chasser Sarkozy, son gouvernement et son Parlement aux ordres ! D'un coup vous en ferez trois, c'est mieux que de brasser du vent... et des illusions.

Qui décident que la hausse des prix va continuer et qu'il n'est pas possible de l'enrayer ? Les mêmes.

Qui décident de liquider la Sécu, les retraites, le Code du travail, les services publics ? Les mêmes.

Je reviendrai sur le congrès du POI dans quelques jours.

En surfant sur Internet, j'ai trouvé quelques documents qui devraient intéresser les militants, je les mettrai en ligne demain.

Le 20 juin 2008